

SOMMAIRE

| | |
|--|-----|
| Avant-propos | 3 |
| Table des matières | 5 |
| Cadre général | 13 |
| Signature électronique et cryptographie | 71 |
| Protection des consommateurs, communications commerciales et publicité sur Internet | 107 |
| Monnaie et paiements électroniques | 163 |
| Protection des données à caractère personnel | 187 |
| Propriété intellectuelle | 273 |
| Criminalité informatique | 375 |
| Fiscalité | 415 |
| Accréditation et réglementations techniques | 431 |

TABLE DES MATIERES

Cadre général

I - Textes luxembourgeois

1. Loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique modifiant le code civil, le nouveau code de procédure civile, le code de commerce, le code pénal et transposant la directive 1999/93 relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques, la directive relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, certaines dispositions de la directive 97/7/CEE concernant la vente à distance des biens et des services autres que les services financiers 15
2. Règlement grand-ducal du 1^{er} juin 2001 relatif aux signatures électroniques, au paiement électronique et à la création du comité «commerce électronique» 35

II - Textes communautaires

1. Directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative aux aspects juridiques des services de la société de l'information et notamment du commerce électronique dans le marché intérieur, dite «directive sur le commerce électronique» 39
2. Communication de la Commission au Conseil, au Parlement et à la Banque Centrale européenne du 14 mai 2003 - Application aux services financiers des articles 3 §4 à 3 §6 de la directive sur le commerce électronique 56

III - Textes internationaux

1. Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique (1996) 64

Signature électronique et cryptographie

A- Signature électronique

I - Textes luxembourgeois

1. Code civil (Extrait: Articles 1322-1, 1322-2, 1325 et 1326) 73
1. Loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique modifiant le code civil, le nouveau code de procédure civile, le code de commerce, le code pénal et transposant la directive 1999/93 relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques, la directive relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, certaines dispositions de la directive 97/7/CEE concernant la vente à distance des biens et des services autres que les services financiers (Extrait: Art. 18) 74
3. Règlement grand-ducal du 1^{er} juin 2001 relatif aux signatures électroniques, au paiement et à la création du comité «commerce électronique» (Extrait: Articles 1 à 4) 75

II - Textes communautaires

1. Directive 1999/93/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1999 sur un cadre communautaire pour les signatures électroniques 78
2. Décision 2000/709/CE de la Commission du 6 novembre 2000 relative aux critères minimaux devant être pris en compte par les États membres lors de la désignation des organismes visés à l'article 3, paragraphe 4, de la directive 1999/93/CE du Parlement européen et du Conseil sur un cadre communautaire pour les signatures électronique. 87
3. Décision 2003/511/CE de la Commission du 14 juillet 2003 relative à la publication des numéros de référence de normes généralement admises pour les produits de signatures électroniques conformément à la directive 1999/93/CE du Parlement européen et du Conseil 89

III - Textes internationaux

1. Loi type de la CNUDCI sur les signatures électroniques (2001) 91

B - Cryptographie**I - Textes luxembourgeois**

1. Loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique modifiant le code civil, le nouveau code de procédure civile, le code de commerce, le code pénal et transposant la directive 1999/93 relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques, la directive relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, certaines dispositions de la directive 97/7/CEE concernant la vente à distance des biens et des services autres que les services financiers (Extrait: Art. 3) 95
2. Règlement grand-ducal 5 octobre 2000 réglementant l'exportation des biens et technologies à double usage 96
3. Règlement grand-ducal du 5 octobre 2000 réglementant le transit des biens et technologies à double usage 97

II - Textes communautaires

1. Règlement (CE) n°1334/2000 du Conseil du 22 juin 2000 instituant un régime communautaire de contrôles des exportations de biens et technologies à double usage 98

III - Textes internationaux

1. Accord de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armements et de biens et technologies à double usage (référence sans reproduction des textes) 106

Protection des consommateurs, communications commerciales et publicité sur Internet**A - Protection des consommateurs****I - Textes luxembourgeois**

1. Loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique modifiant le code civil, le nouveau code de procédure civile, le code de commerce, le code pénal et transposant la directive 1999/93 relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques, la directive relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, certaines dispositions de la directive 97/7/CEE concernant la vente à distance des biens et des services autres que les services financiers (Extrait: Titre V) 109
2. Loi du 19 décembre 2003 fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation en matière de protection des intérêts collectifs des consommateurs et portant modification:
 01. ...
 08. de la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique;
 10. ... (Extrait: Art. 11) 114
3. Autres références 115

II - Textes communautaires

1. Directive 97/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 1997 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance 116
2. Directive 98/27/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 relative aux actions en cessation en matière de protection des intérêts des consommateurs 126
3. Directive 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002 concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et modifiant les directives 90/619/CEE du Conseil, n° 97/7/CE et 98/27/CE 130

B - Communications commerciales**I - Textes luxembourgeois**

1. Loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique modifiant le code civil, le nouveau code de procédure civile, le code de commerce, le code pénal et transposant la directive 1999/93 relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques, la directive relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, certaines dispositions de la directive 97/7/CEE concernant la vente à distance des biens et des services autres que les services financiers (Extrait: Titre IV) 141

2. Loi du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative (Extrait: Art. 15 à 19 et art. 21) 143
3. Loi du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur (Extrait: Art. 11 modifié) . . 145

II - Textes communautaires

1. Directive 84/450/CEE du Conseil du 10 septembre 1984 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de publicité trompeuse 146
2. Directive 97/55/CE du Parlement Européen et du Conseil du 6 octobre 1997 modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative 150
3. Directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur («directive sur le commerce électronique») (Extraits) . . 155
4. Directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive vie privée et communication électroniques) (Extraits) 159

Monnaie et paiements électroniques

A - Paiements électroniques

I - Textes luxembourgeois

1. Loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique modifiant le code civil, le nouveau code de procédure civile, le code de commerce, le code pénal et transposant la directive 1999/93 relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques, la directive relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, certaines dispositions de la directive 97/7/CEE concernant la vente à distance des biens et des services autres que les services financiers (Extrait: Titre VII) 165
2. Règlement grand-ducal du 1^{er} juin 2001 relatif aux signatures électroniques, au paiement électronique et à la création du comité «commerce électronique» (Extrait: Art. 5) 167

II - Textes communautaires

1. Recommandation de la Commission 97/489/CE du 30 juillet 1997 concernant les opérations effectuées au moyen d'instruments de paiement électronique, en particulier la relation entre émetteur et titulaire 168
2. Directive 97/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 1997 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance (Extrait: Art. 8) 174
3. Directive 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002 concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs, et modifiant les directives 90/619/CEE du Conseil, 97/7/CE et 98/27/CE (Extrait: Art. 8) 174
4. Autres références 175

B - Monnaie électronique

I - Texte luxembourgeois

1. Loi du 14 mai 2002 portant transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier: de la directive 2000/28/CE modifiant la directive 2000/12/CE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice; de la directive 2000/46/CE concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements 176

II - Textes communautaires

1. Directive 2000/28/CE modifiant la directive 2000/12/CE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice 180

2. Directive 2000/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 concernant l'accès à des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements 182

Protection des données à caractère personnel

I – Textes luxembourgeois

1. Loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel 189
2. Projet de loi n° 5181 du 11 juillet 2003 relatif aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle, et de la loi du 2 août 2002 relative à la protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel 211
3. Autres références 229

II - Textes communautaires

1. Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données 230
2. Directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil, du 12 juillet 2002, concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques 249
3. Autres références 262

III - Textes internationaux

1. Convention du Conseil de l'Europe, du 28 janvier 1981, pour la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel dite «convention 108 du Conseil de l'Europe» 263
2. Protocole additionnel à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, du 8 novembre 2001 concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données. 269
3. Autres références 271

Propriété intellectuelle

A – Textes généraux

1. Accords de Marrakech du 14 avril 1994 sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce 275
2. Autres références 296

B - Droit d'auteur, droits voisins et droit sur les bases de données

I - Textes luxembourgeois

1. Loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données. 297

II - Textes communautaires

1. Directive 91/250/CEE du Conseil du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur 320
2. Directive 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données 325
3. Directive 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information . . . 334
4. Autres références 347

| | |
|--|------------|
| <u>III - Textes internationaux</u> | |
| 1. Traité de l'OMPI du 20 décembre 1996 sur le droit d'auteur et les déclarations communes sur ce traité adopté à Genève et signé par le Luxembourg le 18 février 1997 | 348 |
| 2. Traité de l'OMPI du 20 décembre 1996 sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes et les déclarations communes sur ce traité adopté à Genève et signé par le Luxembourg le 18 février 1997 | 353 |
| 3. Autres références | 360 |
| <u>C - Protection des topographies</u> | |
| <u>I - Textes luxembourgeois</u> | |
| 1. Loi du 29 décembre 1988 concernant la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs | 361 |
| <u>II - Textes communautaires</u> | |
| 1. Directive n° 87/54/CEE du Conseil du 16 décembre 1986 concernant la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs. | 365 |
| <u>D - Noms de domaines</u> | |
| <u>I - Textes luxembourgeois</u> | 371 |
| <u>II - Textes communautaires</u> | 372 |
| <u>III - Autres sources</u> | 372 |
| <u>E - Autres droits intellectuels(références essentielles)</u> | |
| <u>a - Brevets</u> | 373 |
| <u>b - Marques</u> | 373 |
| <u>c - Dessins et modèles industriels.</u> | 373 |
| <u>Criminalité informatique</u> | |
| <u>I - Texte luxembourgeois</u> | |
| 1. Code pénal (Extrait: Art. 196, 197, 487, 488, 498, 505 et section VII du chapitre II du titre IX) . . | 377 |
| <u>II - Textes communautaires</u> | |
| 1. Décision du Conseil du 29 mai 2000 relative à la lutte contre la pédopornographie sur l'Internet. . | 379 |
| 2. Décision n° 276/1999/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 janvier 1999 adoptant un plan d'action communautaire pluriannuel visant à promouvoir une utilisation plus sûre d'Internet par la lutte contre les messages à contenu illicite et préjudiciable diffusés sur les réseaux mondiaux. | 383 |
| <u>III - Textes internationaux</u> | |
| 1. Convention n° 185 sur la cybercriminalité du 23 novembre 2001 | 393 |
| 2. Protocole additionnel à la convention sur la cybercriminalité à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques du 28 janvier 2003. . . . | 410 |
| <u>Fiscalité</u> | |
| <u>I - Textes luxembourgeois</u> | |
| 1. Loi du 1 ^{er} juillet 2003 modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée | 417 |
| 2. Règlement grand-ducal du 1 ^{er} juillet 2003 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 23 mai 1980 déterminant les conditions et modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée aux assujettis établis à l'étranger | 424 |
| 3. Règlement grand-ducal du 1 ^{er} juillet 2003 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1992 ayant trait à la déclaration et au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée . . | 425 |
| <u>II - Textes communautaires</u> | |
| 1. Directive 2001/115/CE du Conseil du 20 décembre 2001 modifiant la directive 77/388/CE en vue de simplifier, moderniser et harmoniser les conditions imposées à la facturation en matière de taxe sur la valeur ajoutée (non reproduite). | 426 |

- | | |
|---|-----|
| 2. Directive 2002/38/CE du Conseil du 7 mai 2002 modifiant, en partie à titre temporaire, la directive 77/388/CEE en ce qui concerne le régime de taxation sur la valeur ajoutée applicable aux services de radiodiffusion et de télévision et à certains services fournis par voie électronique (non reproduite) | 426 |
| 3. Règlement (CE) n°792/2002 du Conseil du 7 mai 2002 modifiant, à titre temporaire, le règlement (CEE) n° 218/92 sur la coopération administrative dans le domaine des impôts indirects (TVA) en ce qui concerne les nouvelles mesures relatives au commerce électronique | 427 |

Accréditation et réglementations techniques

I - Textes luxembourgeois

- | | |
|--|-----|
| 1. Loi du 22 mars 2000 relative à la création d'un Registre national d'accréditation, d'un Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et d'un organisme luxembourgeois de normalisation, modifiant la loi du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'Etat, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport. | 433 |
| 2. Règlement grand-ducal du 28 décembre 2001 portant détermination d'un système d'accréditation des organismes de certification et d'inspection, ainsi que des laboratoires d'essais et portant création de l'Office luxembourgeois d'accréditation et de surveillance, d'un comité d'accréditation et d'un recueil national des auditeurs qualité et techniques | 435 |
| 3. Règlement grand-ducal du 17 juillet 2000 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information | 440 |
| 4. Projet de règlement grand-ducal portant organisation de la notification des prestataires de services délivrant des certificats qualifiés, mettant en place un système d'accréditation des prestataires de services de certification, créant un comité signature électronique et déterminant la procédure d'agrément des auditeurs externes | 446 |

II - Textes communautaires

- | | |
|---|-----|
| 1. Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations technique) telle que modifiée par la Directive 98/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 juillet 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques (version consolidée). | 450 |
|---|-----|